

JOCELYN CLERCKX

MAITRE DE CONFERENCES HDR EN DROIT PUBLIC

- 2013 : **Habilitation à diriger des recherches en droit public**, Université de Rouen
- 1999 : **Doctorat en droit public** (Université de Rouen)

Responsabilités universitaires

- Membre du comité de direction du laboratoire LexFeim, Université du Havre**
- Membre élu du conseil de gestion de la Faculté des Affaires internationales du Havre**
- Membre de la Commission interne d'experts pour les sections 1 à 4, Université du Havre**

Publications

Droit du désarmement

- « Le droit de la dénucléarisation en Asie centrale et le Traité de Semipalatinsk du 8 septembre 2006 », in P. CHABAL (dir.), *Concurrences interrégionales Europe-Asie au XXIème siècle*, P.I.E. Peter Lang, 2015, pp. 263-278.
- « Les inspections nucléaires en Corée du Nord: sortir de l'impasse », in P. CHABAL (dir.), *Régions, Institutions, Politiques. Perspectives Euro-Asiatiques institutionnelles et fonctionnelles*, APOPSIX, 2010, pp. 102-120.
- « Mitigating the North Korean Missile Threat », in *Institutionalising Regions. East-Asian and European Perspectives on regional regime dynamics*, APOPSIX, 2010, pp. 272-286.
- La vérification de l'élimination de l'arme chimique. Essai d'analyse et d'évaluation de la Convention de Paris du 13 janvier 1993*, thèse de Doctorat, LGDJ, 2001, 307 p., ouvrage honoré d'une subvention du GREDFIC de l'Université du Havre.

Droits fondamentaux/ Bioéthique

- « Vers la marchandisation de l'embryon humain ? A propos de quelques développements récents en matière de recherche sur les cellules souches embryonnaires », à paraître in F. BOTTINI (dir.), *L'influence du néolibéralisme anglo-saxon sur le droit public Français*, Faculté des Affaires internationales du Havre, colloque des 12-13 novembre 2015).
- « La loi bioéthique du 7 juillet 2011 et l'embryon humain. Le statu quo comme solution de crise », in V. TCHEN (dir.), *Les droits fondamentaux à l'épreuve de la crise financière*, L'Harmattan, 2013, pp. 95-109.
- « De l'apparition récente d'une « identité bioéthique de la France » », à paraître in G. Lebreton (dir.), *Crise d'identité et droits fondamentaux de la personne humaine*, L'Harmattan, 2014, pp. 59-85.
- « L'impact de la nouvelle agence européenne des droits fondamentaux en matière de protection des droits de l'Homme », in G. Lebreton (dir.), *Sarkozysme et droits fondamentaux de la personne humaine*, L'Harmattan, 2011, pp. 97-117.
- « L'embryon humain. Le législateur, le début de vie et la loi du 6 août 2004 relative à la bioéthique », in *Revue du Droit public*, 2006 n°3, pp. 737-768.
- « La loi du 6 août 2004 relative à la bioéthique, le corps humain et ses éléments », in G. Lebreton (dir.), *Valeurs républicaines et droits fondamentaux de la personne humaine en 2003 et 2004*, L'Harmattan, 2006, pp. 115-126.

-« Le droit au refus de soins: Une liberté en péril ? », *Revue du Droit public*, 2004 n°1, pp. 139-168.

-« La participation directe du citoyen à l'élaboration du droit: l'apport de l'internet », in *L'accès au droit: Mirage ou réalité ?*, Les Cahiers du GREDFIC, 2005 n°1, pp. 59-65.

-« Quelques développements jurisprudentiels récents dans le domaine du sursis au paiement de l'impôt », *Revue française de droit administratif*, sept.-oct. 2002, pp. 991-1000.

-« La loi n°2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé: Démocratie sanitaire et reconnaissance des droits du patient », in G. Lebreton (dir.), *Interrogations sur l'évolution des droits fondamentaux de la personne humaine en 2001 et 2002*, L'Harmattan, 2004, pp. 80-92.

-« L'abandon par le Conseil d'Etat de la faute lourde en matière médicale : incertitudes et réticences », *Revue de la Recherche juridique*, 2001 n°4, pp. 1181-1821.

-« Le Statut de la Cour pénale internationale et le droit constitutionnel français », *Revue trimestrielle des droits de l'Homme*, 2000 n°44, pp. 649-681.

Droit administratif

-« Domaine public et patrimonialisation de l'image. L'affaire société Les Brasseries Kronenbourg (Tribunal administratif d'Orléans, 6 mars 2012) », in F. BOTTINI (dir.), *Les évolutions des modes de financement de l'action publique*, L'Harmattan, 2014, pp. 171-183.
